

Europe Solidaire Sans Frontières > Français > Europe & France > France > Impérialisme français, relations internationales (France) > Françafrique / Océan Indien occidental (France) > **Des élections maliennes en juillet ? François Hollande se met le doigt (...)**

# Des élections maliennes en juillet ? François Hollande se met le doigt dans l'œil

samedi 30 mars 2013, par [VEDRINES Ambroise](#) (Date de rédaction antérieure : 29 mars 2013).

**La prestation télévisuelle du président François Hollande le 28 mars a été, selon les différents observateurs, relativement décevante. Tant au niveau franco-français qu'au niveau international, les prises de position du chef de l'Etat se sont révélées timides, voire tiédasses.**

Sommaire

- [La politique, bien plus \(...\)](#)
- [Des élections en temps de](#)
- [La grande illusion de la \(...\)](#)

En ce qui concerne la question du Mali, la démonstration présidentielle s'est avérée toute aussi décevante et bancal que sur les autres sujets. Rien de neuf sous le soleil de Bamako, en quelques sortes, hormis une confirmation à demi-mot du décès probable de Philippe Verdon, l'un des otages retenus au Sahel.

## La politique, bien plus complexe que la guerre

Aborder la question malienne du point de vue militaire est, somme toute, relativement aisé. C'est sans doute pour cette raison que le chef de l'Etat s'est attaché à mettre principalement en avant l'action de l'armée française au Nord-Mali. « *Nous avons atteint nos objectifs* » a-t-il ainsi indiqué.

Mais revendiquer la responsabilité de la mort du « *chef des terroristes* » (selon ses propos, légèrement simplistes) est une chose. Discuter du fond du problème et envisager l'avenir politique du pays, à l'heure où le Mali, exsangue, s'enfonce dans le repli communautaire et l'autoritarisme, en est une autre.

Sur ces questions, François Hollande s'est révélé particulièrement discret. « *Nous voulons qu'il y ait des élections au Mali à la fin du mois de juillet. Et ça, nous serons intraitables là-dessus* » a-t-il résumé, le ton grave et sévère. Soit.

Au-delà des nombreuses interrogations que suscite cette déclaration, notamment sur le rôle que la France pourrait tenir lors d'une telle échéance, se cache l'épineuse question de la mise en place de ces élections et du déroulement du scrutin.

## **Des élections en temps de guerre : un exercice de démocratie ?**

Comment organiser des élections libres et démocratiques dans un pays en proie à la guerre, à la division, vidé de plusieurs centaines de milliers d'habitants ayant fui le nord du Mali, et où la sécurité n'est pas encore assurée ?

Voilà une question complexe à aborder pour les autorités maliennes et les instances internationales. Car lorsqu'on y regarde de plus près, la mise en place d'un régime véritablement démocratique au Mali ne va pas de soi.

Rappelons que c'est, entre autres, la perspective d'élections présidentielles au printemps 2012 qui avaient entraîné le coup d'Etat du 22 mars l'an passé. Le Nord-Mali était alors déjà agité d'un conflit opposant les membres du MNLA à l'armée malienne, et il semblait illusoire à l'époque de pouvoir faire voter les Maliens, quand plusieurs régions échappaient déjà au contrôle du pouvoir central.

La situation s'étant depuis détériorée, on imagine mal organiser aujourd'hui un scrutin légitime dans des zones soumises aux règlements de compte, aux soubresauts djihadistes et aux rivalités communautaires.

Au sud du pays, la donne ne semble pas meilleure : l'ex-junte militaire organisée autour du capitaine Sanogo demeure en embuscade, prête à taper du poing sur la table en agitant la menace d'un nouveau coup de force.

### **La grande illusion de la démocratie malienne**

Au-delà des problèmes concrets que pose une telle ambition, la question qui se pose aujourd'hui peut être résumée comme telle : quelle démocratie faut-il mettre en place au Mali ?

Car de l'avis de tous les Maliens, ou presque, revenir au système (dit démocratique) qui avait régi le pays entre 1992 et 2012 serait une pure folie. Car c'est celui-là même qui a échoué à créer une osmose nationale, pourri de l'intérieur par la corruption et le manque de légitimité.

Taux de participation exécrables, pressions politiques, clientélisme et petites magouilles ont ainsi caractérisé les mandats des deux présidents Alpha Oumar Konaré et Amadou Toumani Touré, qui ont gouverné le pays entre 1992 et 2012.

Il est toutefois inconcevable de plébisciter le régime malien actuel, issu de l'improbable coup d'Etat du 22 mars. Oui, les populations maliennes doivent voter, en ayant toutefois conscience que les maux qui submergent le pays ne disparaîtront pas de sitôt. Instaurer un régime véritablement démocratique, qui favoriserait la discussion entre les composantes (aujourd'hui divisées) du pays mettra du temps.

**Ambroise Védrines**

---

**P.-S.**

\* Paru dans Le Maligraphe, le 29 mars, 2013 :

<http://blog.slateafrique.com/maligraphe/2013/03/29/des-elections-maliennes-en-juillet-francois-hollan-de-se-met-le-doigt-dans-l'oeil/>